

GOVERNANCE DES PRODUITS MIFID II / CLIENTS DE DETAIL, CLIENTS PROFESSIONNELS ET CONTREPARTIES ELIGIBLES COMME MARCHÉ CIBLE :

Uniquement pour les besoins du processus d'approbation du produit du producteur, l'évaluation du marché cible des Titres, en prenant en compte les 5 catégories dont il est fait référence au point 18 des orientations publiées par l'Autorité européenne des marchés financiers, a mené à la conclusion que :

- (a) le marché cible des Titres concerne les contreparties éligibles, clients professionnels et les clients de détails, tels que définis dans la directive 2014/65/UE, telle que modifiée (MiFID II) ;
- (b) tous les canaux de distribution des Titres à des contreparties éligibles ou à des clients professionnels sont appropriés ;
- (c) les canaux de distribution des Titres suivants sont appropriés pour les clients de détails , le conseil en investissement, la gestion de portefeuille, les ventes non conseillées et l'exécution de service, sous réserve des obligations du distributeur relatives à l'évaluation de l'adéquation et du caractère approprié des produits en vertu de MiFID II, tel qu'applicable.

Toute personne offrant, vendant ou recommandant ultérieurement les Titres (un "**distributeur**") doit prendre en considération le marché cible du/des producteur(s). Cependant, un distributeur soumis à MiFID II est tenu de réaliser sa propre évaluation du marché cible des Titres (en retenant ou en approfondissant l'évaluation du marché cible faite par le/les producteur(s)) et de déterminer les canaux de distributions appropriés, sous réserve des obligations du distributeur relatives à l'évaluation de l'adéquation et du caractère approprié des produits en vertu de MiFID II, tel qu'applicable.

Le Prospectus de Base en date du 29 juin 2023 est valable jusqu'au 28 juin 2024. Le prospectus de base qui lui succédera sera disponible sur le site Internet (a) de l'AMF (www.amf-france.org) et (b) le site Internet de l'Emetteur (www.amundi-finance-emissions.com).

CONDITIONS DEFINITIVES EN DATE DU 3 JUIN 2024

Amundi Finance Emissions

LEI : 969500NNS3F8MDFEQ946

Emission de EUR 200 000 000 de Titres **CA Crédit Euro (Juin 2024)**
garantis par Crédit Agricole S.A.

dans le cadre du Programme d'Emission de Titres de 20.000.000.000 d'euros

Le Prospectus de Base mentionné ci-dessous (tel que complété par les présentes Conditions Définitives) a été préparé en prenant pour hypothèse, sauf dans la mesure prévue au sous paragraphe (ii) ci-dessous, que toute offre de Titres faite dans tout Etat membre de l'Espace Economique Européen (chacun étant dénommé l'"**Etat Membre**") le sera en vertu d'une dispense de publication d'un prospectus pour les offres de Titres, conformément au Règlement Prospectus. En conséquence, toute personne offrant ou ayant l'intention d'offrir des Titres ne pourra le faire que :

(i) dans des circonstances ne faisant naître aucune obligation pour l'Emetteur ou tout Agent Placeur de publier un prospectus en vertu de l'article 1 du Règlement Prospectus ou un supplément au prospectus conformément à l'article 23 du Règlement Prospectus ; ou

(ii) en France, sous réserve que cette personne soit l'une des personnes mentionnées au Paragraphe 34 de la Partie A ci-dessous et que cette offre soit faite pendant la Période d'Offre spécifiée à cet effet dans ce même paragraphe.

Ni l'Emetteur ni aucun Agent Placeur n'ont autorisé ni n'autorisent la réalisation de toute offre de Titres dans toutes autres circonstances.

L'expression "**Règlement Prospectus**" désigne le Règlement 2017/1129 du Parlement Européen et du Conseil en date du 14 juin 2017, tel que modifié.

Les termes utilisés dans les présentes seront réputés être définis pour les besoins des Modalités figurant dans la section intitulée "Modalités des Titres" dans le Prospectus de Base en date du 29 juin 2023 ayant reçu le numéro d'approbation n° 22-255, le premier supplément au Prospectus de Base en date du 6 septembre 2023 ayant reçu le numéro d'approbation n°23-385, le deuxième supplément au Prospectus de Base en date du 30 novembre 2023 ayant reçu le numéro d'approbation n°23-502, le troisième supplément au Prospectus de Base en date du 26 février 2024 ayant reçu le numéro d'approbation n°24-047 et le quatrième supplément au Prospectus de Base en date du 24 mai 2024 ayant reçu le numéro d'approbation n°24-168 qui ensemble constituent un prospectus de base au sens du Règlement Prospectus (le "**Prospectus de Base 2023**") nonobstant le numéro d'approbation reçu sur un prospectus de base mis à jour qui remplace le Prospectus de Base 2023 (le "**Prospectus de Base 2024**") (la date de cette publication et de cette approbation, chacune étant désignée comme une **Date de Publication**), ce Prospectus de Base 2024 faisant l'objet d'une approbation par l'AMF à la date d'approbation. Le présent document constitue les Conditions Définitives des Titres décrites dans les présentes au sens du Règlement Prospectus, et (i) avant la date d'approbation, doit être lu conjointement avec le Prospectus de Base 2023, tel que complété par supplément(s) et (ii) à compter de la date d'approbation, doit être lu conjointement avec le Prospectus de Base 2024, à l'exception des Modalités qui sont extraites du Prospectus de Base 2023, tel que complété par supplément(s). Le Prospectus de Base 2023, tel que complété par supplément(s) et le Prospectus de Base 2024 constitueront un prospectus de base au sens du Règlement Prospectus. Une information complète concernant l'Emetteur et l'offre de Titres est uniquement disponible sur la base de la combinaison des présentes Conditions Définitives et soit (i) avant la date d'approbation du Prospectus de Base 2023, tel que complété par supplément(s) ou (ii) à compter de la date d'approbation du Prospectus de Base 2023, tel que complété par supplément(s) et du Prospectus de Base 2024. L'Emetteur a donné son consentement pour l'utilisation du Prospectus de Base 2023 en lien avec l'offre des Titres. Un tel consentement sera valide durant une période de 12 mois suivant la date d'approbation du Prospectus de Base 2023. L'Emetteur donnera son consentement à l'utilisation du Prospectus de Base 2024 en lien avec l'offre de Titres. Le Prospectus de Base 2023 tel que complété par supplément(s) et les Conditions Définitives seront disponibles, et le Prospectus de Base 2024 sera disponible sur (a) le site Internet de l'AMF (www.amf-france.org), (b) le site Internet de l'Emetteur (www.amundi-finance-emissions.com).

PARTIE A – CONDITIONS CONTRACTUELLES

Les termes utilisés dans les présentes Conditions Définitives ont la signification qui leur est donnée dans le chapitre intitulé "Modalités des Titres" du prospectus de base en date du 29 juin 2023, le premier supplément au prospectus de base en date du 6 septembre 2023, le deuxième supplément au prospectus de base en date du 30 novembre 2023 et le troisième supplément au prospectus de base en date du 26 février 2024 et le quatrième supplément au prospectus de base en date du 24 mai 2024 qui constituent ensemble un prospectus de base (le **Prospectus de Base**) au sens du Règlement 2017/1129 du Parlement Européen et du Conseil en date du 14 juin 2017, tel que modifié (le **Règlement Prospectus**).

Le présent document constitue les Conditions Définitives des Titres qui y sont décrits au sens du Règlement Prospectus et doit être lu conjointement avec le Prospectus de Base. L'intégralité des informations relatives à l'Emetteur, au Garant et à l'offre des Titres se trouvent dans les présentes Conditions Définitives lues conjointement avec le Prospectus de Base. Des exemplaires du Prospectus de Base sont publiés et disponibles sur le site Internet (a) de l'AMF (www.amf-france.org) et (b) de l'Emetteur (www.amundi-finance-emissions.com). Un résumé de l'émission est annexé aux présentes Conditions Définitives et comprend l'information contenue dans le résumé du Prospectus de Base ainsi que l'information pertinente des Conditions Définitives.

- | | | |
|-----|---|---|
| .1. | Emetteur : | Amundi Finance Emissions |
| | Garant : | Crédit Agricole S.A. |
| 2. | Souche N° : | 121 |
| | Tranche N° : | 1 |
| | Date à laquelle les Titres deviennent fongibles | Non Applicable |
| 3. | Devise ou Devises Prévue(s) : | Euros (« EUR ») |
| | Devise de Remplacement : | Dollar US (« USD ») |
| 4. | Montant Nominal Total : | EUR 200 000 000 |
| 5. | Prix d'Emission : | 100 pour cent du Montant Nominal Total/soit EUR 100 par Titre |
| 6. | (i) Valeur Nominale Indiquée : | EUR 100 |
| | (ii) Montant de Calcul : | Valeur Nominale Indiquée |
| 7. | (i) Date d'Emission : | 17 juin 2024 |
| | (ii) Date de Conclusion : | 14 mai 2024 |
| | (iii) Date de Début de Période d'Intérêts : | 19 septembre 2024 |
| 8. | Date d'Echéance : | 18 janvier 2030 |
| 9. | Base d'Intérêt : | Taux Fixe de 26,60 % par Montant de Calcul à la Date d'Echéance sous réserve des stipulations de la Section 6 (Dispositions additionnelles applicables aux Titres Indexés sur Evénement de Crédit) et du paragraphe 25 "Stipulations relatives aux Titres Indexés sur Evénement de Crédit" des Conditions Définitives |

- | | | |
|-----|--|---|
| 10. | Option de Conversion du Coupon : | Non Applicable |
| 11. | Base de Remboursement/Paiement : | Remboursement Indexé sur Evénement de Crédit (Panier) |
| 12. | Options de remboursement au gré de l'Emetteur/des Porteurs ou autres options au gré de l'Emetteur/des Porteurs : | Non Applicable |
| 13. | Dates des autorisations d'émission : | Résolutions du Conseil d'Administration de l'Emetteur en date du 15 mars 2024 |
| 14. | Méthode de placement : | Non-syndiquée |
| 15. | Titres Hybrides : | Non Applicable |

STIPULATIONS RELATIVES AUX INTERETS (EVENTUELS) A PAYER

- | | | |
|-----|---|---|
| 16. | Stipulations relatives aux Titres à Taux Fixe | Applicable sous réserve des stipulations de la Section 6 (Dispositions additionnelles applicables aux Titres Indexés sur Evénement de Crédit) et du paragraphe 25 "Stipulations relatives aux Titres Indexés sur Evénement de Crédit" des Conditions Définitives. |
| | (i) Taux d'Intérêt : | 26,60 % par Montant de Calcul à la Date d'Echéance en l'absence de survenance d'un Evénement de Crédit |
| | (ii) Période d'Intérêts : | Non Ajustée |
| | (iii) Date(s) de Paiements des Intérêts : | Date d'Echéance, soit le 18 janvier 2030 |
| | (iv) Convention de Jour Ouvré : | Convention de Jour Ouvré "Suivant Modifiée" |
| | (v) Montant(s) du Coupon Fixe : | EUR 26,60 par Montant de Calcul à la Date d'Echéance en l'absence de survenance d'un Evénement de Crédit |
| | (vi) Montant(s) du Coupon Brisé : | Non Applicable |
| | (vii) Fraction de Décompte des Jours : | Non Applicable |
| 17. | Stipulations relatives aux Titres à Taux Variable et aux Titres Indexés sur Taux | Non Applicable |
| 18. | Changement de Base d'Intérêt | Non Applicable |
| 19. | Stipulations relatives aux Titres à Coupon Zéro | Non Applicable |

20. **Stipulations relatives aux Titres dont les Intérêts sont Indexés sur un Sous-Jacent** Non Applicable

STIPULATIONS RELATIVES AU REMBOURSEMENT

21. **Option de remboursement au gré de l'Emetteur** Non Applicable
22. **Option de remboursement au gré des Porteurs** Non Applicable
23. **Montant de Remboursement Final de chaque Titre** Montant de Remboursement Final Indexé sur Evénement de Crédit (Panier)
24. **Stipulations relatives aux Titres dont le Montant de Remboursement Final est Indexé sur un Sous-Jacent** Non Applicable
25. **Stipulations relatives aux Titres Indexés sur Evénement de Crédit :** Applicable
- (1) Titres Indexés sur Evénement de Crédit : CLN Indexé sur un Panier
- (2) Type de Règlement : Règlement Européen
- (3) Evénement(s) de Crédit : Faillite
- Défaut de Paiement
Seuil de Défaut de Paiement : 1.000.000 USD ou son équivalent dans toute autre devise
- Restructuration
Seuil de Défaut Restructuration : 10 000 000 USD ou son équivalent dans toute autre devise
- Intervention Gouvernementale
Seuil de Défaut Intervention Gouvernementale : 10 000 000 USD ou son équivalent dans toute autre devise
- Mod R : Applicable
- Mod Mod R : Applicable
- (4) Suspension du Calcul et du Règlement : Non Applicable
- (5) Date de Négociation : 14 mai 2024
- (6) Jour Ouvré CLN: Jour Ouvré T2
- (7) Heure d'Evaluation : Conformément aux Modalités Additionnelles applicables aux Titres Indexés sur Evénement de Crédit
- (8) Date d'Echéance Prévue : 18 janvier 2030

- (9) Dernière Date Prévues de Survenance d'un Evénement de Crédit : 20 décembre 2029
- (10) Entité(s) de Référence : Se reporter à l'Annexe 1
- (11) Devise de Règlement : Euro (« EUR »)
- (12) Devise de Référence : Euro (« EUR »)
- (13) Montant Notionnel de l'Entité de Référence : Conformément aux Modalités Additionnelles applicables aux Titres Indexés sur Evénement de Crédit
- (14) Toutes Garanties : Non Applicable
- (15) Caractéristiques de l'Obligation : Se reporter à l'Annexe 1
- (16) Obligation Exclue : Non Applicable
- (17) Obligation : Se reporter à l'Annexe 1
- (18) Catégorie d'Obligation : Se reporter à l'Annexe 1
- (19) Obligation de Référence : Se reporter à l'Annexe 1
- (20) Conditions de l'Entité de Référence Financière : Applicable
- (21) Conditions d'Assurance Européenne Subordonnée : Non Applicable
- (22) Extension de la Période de Grâce : Applicable
- (23) Intervenant de Marché CLNs : Conformément aux Modalités Additionnelles applicables aux Titres Indexés sur Evénement de Crédit
- (24) Cas de Fusion : Non Applicable
- (25) Substitution : Applicable
- (26) Cessation de l'Accumulation des Intérêts : Conformément à la Modalité Additionnelle applicable aux Titres Indexés sur Evénement de Crédit 3.1(c)
- (27) Cotation : Conformément aux Modalités Additionnelles applicables aux Titres Indexés sur Evénement de Crédit
- (28) Montant de Cotation : Montant Notionnel de l'Entité de Référence
- (29) Pondération : Se reporter à l'Annexe 1
- (30) Notification d'Information Publiquement Disponible : Applicable
Conformément aux Modalités Additionnelles applicables aux Titres Indexés sur Evénement de Crédit
- Nombre Spécifié : Un
- (31) Période de Signification de Notification : Conformément aux Modalités Additionnelles applicables aux Titres Indexés sur Evénement de Crédit

- (32) Date Butoir Antérieure relative à l'Événement de Crédit : 23 septembre 2024
- (33) Dispositions Additionnelles : Non Applicable
- (34) Cas de Dérèglement Additionnel : Changement Législatif/ Dérèglement des Instruments de Couverture
- (35) Montant de Règlement :
 En l'absence de survenance d'un Événement de Crédit, le Montant de Calcul majoré du Montant du Coupon visé au paragraphe 16 "Stipulations relatives aux Titres à Taux Fixe" des Conditions Définitives.

 En cas de survenance d'un Événement de Crédit sur une ou des Entités de Référence, [le Montant de Calcul majoré du Montant du Coupon visé au paragraphe 16 "Stipulations relatives aux Titres à Taux Fixe" des Conditions Définitives] X (100% - B%) où B% = somme des Pondérations des Entités de Référence, ayant subi un Événement de Crédit entre la Date Butoir Antérieure relative à l'Événement de Crédit et la Dernière Date Prévue de Survenance d'un Événement de Crédit
- (36) Prix Final : Non Applicable
- (37) Date de Règlement : Non Applicable
- (38) Différé du Règlement : Applicable
- (39) Montant de Calcul : Valeur Nominale Indiquée
- (40) Coûts de Dénouement : Non Applicable
- (41) Convention de Jour Ouvré : Convention de Jour Ouvré "Suivant Modifiée"
- (42) Indexation sur Événement de Crédit pour les Intérêts Uniquement Non Applicable
- (43) Indexation sur Événement de Crédit pour le Principal Uniquement Non Applicable
- (44) Stipulations relatives aux Événements de Crédit Etroitement Interprétés 2019 : Non Applicable
- 26. Stipulations relatives au Montant de Remboursement Final Convertible** Non Applicable
- 27. Événement de Remboursement Anticipé Automatique :** Non Applicable
- 28. Montant de Versement Echelonné** Non Applicable

STIPULATIONS GENERALES APPLICABLES AUX TITRES

- 29. Forme des Titres :** Titres Dématérialisés au porteur

30. **Centre(s) d’Affaires Additionnel(s) ou autres stipulations particulières relatives aux Dates de Paiement :** Non Applicable
31. **Jour Ouvré de Paiement ou autres dispositions spéciales relatives aux Jours Ouvrés de Paiement :** Convention de Jour Ouvré " Suivant Modifiée"
32. **Représentation des Porteurs :** Les noms et coordonnées du Représentant titulaire de la Masse sont :
- Uptevia (439 430 976 RCS NANTERRE)
Siège Social : Cœur Défense – Tour A
90-110 Esplanade du Général de Gaulle
92931 Paris La Défense Cedex
- Représenté par Monsieur Lionel BARTHELEMY
Fonction : Directeur Général
- Les noms et coordonnées du Représentant suppléant de la Masse sont :
- CACEIS BANK (692 024 722 RCS PARIS)
Adresse : 89-91, rue Gabriel Péri - 92120 Montrouge
Représenté par Madame Carine ECHELARD
Fonction : Managing Director
- Le Représentant de la Masse percevra une rémunération de EUR **500** par an au titre de ses fonctions.
33. **Nom et adresse de l’Agent Placeur :** Amundi Finance (421 304 601 RCS PARIS)
Adresse : 91 - 93 boulevard Pasteur, 75015 Paris
34. **Offre Non Exemptée :** Les Titres ne peuvent être offerts par l’Agent Placeur et les Caisses Régionales du Crédit Agricole (collectivement dénommés, avec l’Agent Placeur, les "**Offrants Autorisés**" autrement qu’en vertu de l’article 1(4) du Règlement Prospectus en France pendant la période du 18 juin 2024 au 9 septembre 2024 jusqu’à 17h00 inclus ("**Période d’Offre**"). Voir également paragraphe 6 de la Partie B ci-dessous.
35. **Commission et concession totales :** 1 pour cent par an maximum du Montant Nominal Total

RESPONSABILITE

L'Emetteur accepte la responsabilité des informations contenues dans les présentes Conditions Définitives.

Signé pour le compte de l'Emetteur :

Par : _____

Dûment habilité

Signé pour le compte du Garant :

Par : _____

Dûment habilité

PARTIE B – AUTRES INFORMATIONS

1. ADMISSION A LA COTE OFFICIELLE ET A LA NEGOCIATION

- (i) Admission à la Cote Officielle : Euronext Paris
- (ii) Admission à la Négociation : Une demande sera déposée par l'Agent Placeur, dont le Legal Entity Identifier est 9695004W30Q4EEGQ1Y09, pour le compte de l'Emetteur afin que les Titres soient admis à la négociation sur Euronext Paris avec effet à compter du 23 septembre 2024.

2. INTERETS DES PERSONNES PHYSIQUES ET MORALES PARTICIPANT A L'OFFRE

L'Emetteur, le Garant, l'Agent de Calcul (Amundi Finance), ainsi que les Offrants Autorisés et les compagnies d'assurance-vie Crédit Agricole Assurances (en cas de souscription sous forme d'unité de compte au sein de contrats d'assurance-vie auprès des Offrants Autorisés) font partie du même groupe. Cette situation est susceptible d'engendrer des conflits d'intérêts.

Exception faite des commissions versées aux Offrants Autorisés, aucune personne participant à l'offre des Titres ne détient, à la connaissance de l'Emetteur, un intérêt significatif dans l'offre. Les Offrants Autorisés et leurs affiliés ont conclu et peuvent conclure à l'avenir des opérations de financement et des opérations commerciales, et pourront fournir d'autres services à l'Emetteur et au Garant et ses affiliés dans le cours normal des affaires.

3. RAISONS DE L'OFFRE, ESTIMATION DES PRODUITS NETS ET DES FRAIS TOTAUX

- (i) Raisons de l'offre : Le produit net de l'émission de Titres sera utilisé par l'Emetteur pour les besoins du financement de son activité en général et la couverture de ses obligations en vertu des Titres
- (ii) Estimation des Produits nets : Les produits nets estimés sont égaux au Montant Nominal Total de la Tranche.
- (iii) Estimation des Frais Totaux : 1 pour cent par an maximum du Montant Nominal Total des Titres

4. RENDEMENT – Titres à Taux Fixe Uniquement

- Indication du rendement : 4,52 % en l'absence de survenance d'un Evénement de Crédit
- avec un écart de taux 1,63 % par rapport aux taux des emprunts d'Etat (obligations assimilables du Trésor (OAT)) de durée équivalente.
- Le rendement est calculé à la Date de Début de Période d'Intérêts sur la base du Montant de Calcul. Il n'est pas indicatif du rendement futur.

5. INFORMATIONS PRATIQUES

Code ISIN : FR001400P9A7

Code CFI :	DEMMMM
Code Commun :	279819411
Tout système de compensation autre que Euroclear France/Euroclear Bank SA/NV et Clearstream Banking S.A. et numéro d'identification correspondant :	Non Applicable
Livraison :	Livraison franco en primaire / Livraison contre paiement en secondaire
Noms et adresses du ou des Agents Payeurs initiaux :	Uptevia Cœur Défense – Tour A 90-110 Esplanade du Général de Gaulle 92931 Paris La Défense Cedex
Noms et adresses du ou des Agents Payeurs supplémentaires (le cas échéant) :	Non Applicable

6. MODALITÉS DE L'OFFRE

Montant total de l'émission/ de l'offre :	EUR 200 000 000
Période d'Offre	Du 18 juin 2024 au 9 septembre 2024 jusqu'à 17h00 inclus (ci-après la " Date de Clôture de l'Offre ") sous réserve de clôture anticipée ou retrait au gré de l'Emetteur.
Prix d'Offre :	Les Titres émis seront entièrement souscrits par l'Agent Placeur. Les Titres seront ensuite offerts au public sur le marché secondaire au Prix d'Offre de : En assurance vie : <ul style="list-style-type: none"> - EUR 99,30 du 18 juin 2024 au 21 juin 2024 inclus, pour tout paiement effectué durant cette période ; - EUR 99,58 du 22 juin 2024 au 23 juillet 2024 inclus, pour tout paiement effectué durant cette période ; - EUR 99,86 du 24 juillet 2024 au 23 août 2024 inclus pour tout paiement effectué durant cette période ; - EUR 100 du 24 août 2024 au 9 septembre 2024 inclus pour tout paiement effectué du 24 août 2024 au 19 septembre 2024 inclus. En compte-titres : <ul style="list-style-type: none"> - EUR 100 du 18 juin 2024 au 9 septembre 2024 inclus avec un paiement contre livraison des titres le 19 septembre 2024.
Conditions auxquelles l'offre est soumise :	L'Emetteur se réserve le droit de retirer l'offre des Titres à tout moment avant la Date de Clôture de l'Offre. Ainsi, si une application a été soumise par un investisseur potentiel et l'Emetteur exerce le droit précité, l'investisseur ne sera pas réputé avoir souscrit des Titres, l'ordre de souscription sera automatiquement annulé et le montant de souscription sera restitué à l'investisseur en cas de souscription directe des Titres ou aux compagnies d'assurances en cas de souscription sous forme d'unité de compte au sein de

	contrats d'assurance-vie. Si l'Emetteur exerce ce droit, un communiqué sera publié sur le site internet de l'Emetteur (www.amundi-finance-emissions.com).
Description de la procédure de souscription (incluant la période durant laquelle l'offre sera ouverte et les possibles amendements) :	Les souscriptions des Titres auprès du public, dans la limite du nombre de Titres disponibles, seront reçues aux guichets des agences des Caisses Régionales de Crédit Agricole, soit sous forme de Titre en direct soit sous forme d'unité de compte au sein de contrats d'assurance vie. Dans ce second cas de figure, il existe des frais liés aux contrats d'assurance vie indiqués dans la notice d'information remise lors de l'adhésion au contrat.
Description de la possibilité de réduire les souscriptions et des modalités de remboursement des sommes excédentaires versées par les souscripteurs :	Non Applicable
Informations concernant le montant minimum et/ou maximum de souscription (exprimé soit en nombre de valeurs mobilières, soit en somme globale à investir) :	Non Applicable
Informations sur la méthode et les dates limites de libération et de livraison des Titres :	Les Titres seront émis à la Date d'Emission par l'Emetteur et souscrits par l'Agent Placeur à la Date d'Emission Les investisseurs seront informés par les Offrants Autorisés concernés de leurs attributions de Titres et de la méthode de règlement applicable.
Modalités et date de publication des résultats de l'offre :	Non Applicable
Procédure d'exercice de tout droit préférentiel, négociabilité des droits de souscription et traitement des droits de souscription non exercés :	Non Applicable
Si l'offre est faite simultanément sur les marchés de plusieurs pays, et si une tranche a été ou est réservée à certains investisseurs potentiels, indiquer quelle est cette tranche :	Non Applicable
Procédure de notification aux souscripteurs du montant qui leur a été attribué et mention indiquant si la négociation peut commencer avant la notification :	Non Applicable
Montant de tous frais et taxes spécifiquement facturés au souscripteur ou à l'acheteur :	Non Applicable
Etablissement(s) Autorisé(s) dans les pays où se tient l'offre :	Tout Offrant Autorisé qui satisfait les conditions énoncées ci-dessous "Conditions liées au consentement de l'Emetteur pour l'utilisation du Prospectus de Base"
Conditions liées au consentement de l'Emetteur pour l'utilisation du Prospectus de Base :	Les conditions du consentement de l'Emetteur sont telles que ce consentement (a) n'est valable que pendant la Période d'Offre ; (b) ne porte que sur l'utilisation du

Prospectus de Base pour faire des Offres Non Exemptées de la Tranche de Titres concernée en France

7. PLACEMENT ET PRISE FERME

Nom(s) et adresse(s) du (des) coordinateur(s) de l'ensemble de l'offre et de ses différentes parties et, dans la mesure où cette information est connue par l'Emetteur ou de l'offreur, des placeurs concernés dans les différents pays où l'offre a lieu :	Amundi Finance a désigné les Offrants Autorisés suivants pour offrir les Titres au public en France. Le nom et l'adresse des Offrants Autorisés (les 39 Caisses Régionales de Crédit Agricole) sont indiqués sur le site : https://www.credit-agricole.com/marques-et-metiers/toutes-nos-marques/credit-agricole/annuaire-des-caisses-regionales-du-credit-agricole .
Nom et adresse des intermédiaires chargés du service financier et ceux des dépositaires dans chaque pays concerné :	Non Applicable
Entités ayant convenu d'une prise ferme et entités ayant convenu de placer les Titres sans prise ferme en vertu d'une convention de placement pour compte.	Amundi Finance
Montant global de la commission de placement et de la commission de garantie :	1,00% par an maximum du Montant Nominal Total
Date du contrat de prise ferme :	Date d'Emission
Nom et adresse des entités qui ont un engagement ferme d'agir en qualité d'intermédiaires habilités sur le marché secondaire, en fournissant la liquidité à des prix achat/vente et description des conditions principales de leur engagement :	J.P. Morgan SE, Taunustor 1 (TaunusTurm), 60310 Frankfurt am Main, Germany s'engage à fournir la liquidité quotidienne dans les conditions normales de marché et ce jusqu'au 5 ^{ème} Jour Ouvré précédant la Date d'Echéance du Titre.
Interdiction de vente aux investisseurs de détail dans l'EEE:	Non Applicable

ANNEXE 1– TITRES INDEXES SUR EVENEMENT DE CREDIT

		Caractéristique de l’Obligation Obligation de Référence Standard : Applicable Obligation : Conformément aux Modalités Catégorie d’Obligation : Obligation de Référence Uniquement Obligation Exclue : Non applicable		Evénement(s) de Crédit	
Entité de Référence	Pondération/ Montant Notionnel de l’Entité de Référence	Sériorité de la Dette	ISIN	Faillite, Défaut de Paiement, Seuil de Défaut de Paiement : 1.000.000 USD ou son équivalent dans toute autre devise, Restructuration (Mod R et Mod Mod R : Applicable) Seuil de Défaut Restructuration : 10 000 000 USD ou son équivalent dans toute autre devise,	Intervention Gouvernementale Seuil de Défaut Intervention Gouvernementale : 10 000 000 USD ou son équivalent dans toute autre devise
Deutsche Bank AG	5 %	Senior Non-Preferred	DE000DL19TX8	Applicable	Applicable
Societe Generale SA	5 %		US83368TAF57	Applicable	Applicable
BANCO SANTANDER, S.A.	5 %		XS1557268221	Applicable	Applicable
Commerzbank AG	5 %		DE000CZ302M3	Applicable	Applicable
Unibail-Rodamco-Westfield SE	5 %	Senior	XS1376614118	Applicable	Non Applicable
CNH Industrial NV	5 %		US12594KAB89	Applicable	Non Applicable
Holcim AG	5 %		XS2156244043	Applicable	Non Applicable
Electrolux AB	5 %		XS2475919663	Applicable	Non Applicable
Heidelberg Materials AG	5 %		XS2577874782	Applicable	Non Applicable
Wendel SE	5 %		FR0013417128	Applicable	Non Applicable
British Telecommunications PLC	5 %		XS0097283096	Applicable	Non Applicable
Enel SpA	5 %		XS0306646042	Applicable	Non Applicable
Next PLC	5 %		XS1410414954	Applicable	Non Applicable
ArcelorMittal SA	5 %		XS2082324018	Applicable	Non Applicable
Solvay SA	5 %		US232820AK60	Applicable	Non Applicable
LANXESS AG	5 %		XS1501367921	Applicable	Non Applicable
Valeo SE	5 %		FR0013139482	Applicable	Non Applicable
Volvo Car AB	5 %		XS2486825669	Applicable	Non Applicable
Mundys SpA	5 %		XS2301390089	Applicable	Non Applicable
Forvia SE	5 %		XS1963830002	Applicable	Non Applicable

Pour toutes les Entités de Référence :

Toutes Garanties : Non Applicable

Notification d’Information Publiquement Disponible : Applicable, conformément aux Modalités. Nombre Spécifié : 1

Extension de la Période de Grâce : Applicable

Dispositions additionnelles : Non Applicable

RESUME DE L'EMISSION

Section A – Introduction et avertissements		
Avertissement général relatif au résumé		
<p>Ce résumé (le « Résumé ») doit être lu comme une introduction au prospectus de base en date du 29 juin 2023 (le « Prospectus de Base »), tel que complété par le premier supplément en date du 6 septembre 2023 (le « Premier Supplément »), le deuxième supplément en date du 30 novembre 2023 (le « Deuxième Supplément »), le troisième supplément en date du 26 février 2024 (le « Troisième Supplément »), le quatrième supplément en date du 24 mai 2024 (le « Quatrième Supplément »), et aux conditions définitives (les « Conditions Définitives ») auxquelles il est annexé. Le Prospectus de Base est valable jusqu'au 28 juin 2024. Le prospectus de base qui lui succédera sera disponible sur le site Internet (a) de l'AMF (www.amf-france.org) et (b) le site Internet de l'Emetteur (www.amundi-finance-emissions.com).</p> <p>Toute décision d'investir dans les Titres doit être fondée sur un examen du Prospectus de Base dans son ensemble, y compris les documents qui y sont incorporés par référence, tout supplément qui pourrait être publié à l'avenir et les Conditions Définitives. Un investisseur peut perdre tout ou partie du capital investi dans les Titres. Lorsqu'une action concernant l'information contenue dans le Prospectus de Base est intentée devant un tribunal, le plaignant peut, en vertu du droit national où la demande est introduite, avoir à supporter les frais de traduction du Prospectus de Base et des Conditions Définitives avant le début de la procédure judiciaire. Seule peut être engagée la responsabilité civile de l'Emetteur uniquement sur la base de ce Résumé, y compris toute traduction de celui-ci, mais uniquement si le contenu du Résumé est trompeur, inexact ou contradictoire, lu en combinaison avec les autres parties du Prospectus de Base et des Conditions Définitives ou s'il ne fournit pas, lu en combinaison avec les autres parties du Prospectus de Base et des Conditions Définitives, les informations clés permettant d'aider les investisseurs lorsqu'ils envisagent d'investir dans les Titres.</p> <p><i>Vous êtes sur le point d'acheter un produit qui n'est pas simple et qui peut être difficile à comprendre.</i></p>		
Nom et Code d'Identification International des Titres (ISIN)		
<p>Les Titres décrits dans le présent Résumé sont CA Crédit Euro (Juin 2024) émis pour un montant total de EUR 200 000 000 (les « Titres »). Le Code d'Identification International des Titres (« ISIN ») est : FR001400P9A7</p>		
Identité et coordonnées de l'Emetteur		
<p>Amundi Finance Emissions (l'« Emetteur »), 91-93 boulevard Pasteur, 75015 Paris, France (Tél : +33 1 76 33 30 30). L'identifiant d'entité juridique (« IEJ ») de l'Emetteur est 969500NNS3F8MDFEQ946.</p>		
Approbation du Prospectus de Base et des Suppléments		
<p>Le Prospectus de Base a été approuvé en tant que prospectus de base par l'Autorité des Marchés Financiers (l'« AMF »), 17, place de la Bourse, 75082 Paris Cedex 02, France - Tél. : +33 1 53 45 60 00, le 29 juin 2023 sous le numéro d'approbation n°23-255. Le Premier Supplément a été approuvé par l'AMF le 6 septembre 2023 sous le numéro d'approbation n°23-385, le Deuxième Supplément a été approuvé par l'AMF le 30 novembre 2023 sous le numéro d'approbation n°23-502, le Troisième Supplément a été approuvé par l'AMF le 26 février 2024 sous le numéro d'approbation n°24-047 et le Quatrième Supplément a été approuvé par l'AMF le 24 mai 2024 sous le numéro d'approbation n° 24-168.</p> <p>Le Prospectus de Base est valable jusqu'au 28 juin 2024. Le prospectus de base qui lui succédera sera disponible sur le site Internet (a) de l'AMF (www.amf-france.org) et (b) le site Internet de l'Emetteur (www.amundi-finance-emissions.fr)</p>		
Section B – Informations clés sur l'Emetteur		
Qui est l'Emetteur des Titres ?		
Siège social/ Forme juridique/ IEJ/Le droit régissant les activités de l'Emetteur/ Pays d'immatriculation		
<p>L'Emetteur est une société anonyme dont le siège social est situé en France au 91-93, boulevard Pasteur, 75015 Paris et régie par le droit français. L'IEJ de l'Emetteur est 969500NNS3F8MDFEQ946.</p>		
Principales activités		
<p>L'Emetteur a pour activité principale l'émission de titres obligataires.</p>		
Principaux actionnaires		
<p>L'Emetteur est une filiale à 99,999% d'Amundi Finance entrant dans le périmètre d'application du régime de gouvernance d'entreprise suivi par le groupe Amundi.</p>		
Identité des principaux dirigeants		
<p>Le président du Conseil d'administration de l'Emetteur est Jean-Philippe Bianquis et le Directeur général est Sylvie Dehove.</p>		
Identité des contrôleurs légaux des comptes		
<p>Ernst & Young et Autres était le contrôleur légal des comptes de l'Emetteur jusqu'au 31 décembre 2021. Mazars est le contrôleur légal des comptes de l'Emetteur depuis le 1er janvier 2022.</p>		
Quelles sont les informations financières clés concernant l'Emetteur ?		
Informations financières clés		
Compte de résultat		
(en milliers d'euros)	01/01/2023 31/12/2023	01/01/2022 31/12/2022

Résultat d'exploitation ou autre indicateur similaire de la performance financière utilisé par l'émetteur dans les états financiers	23 138	4 231
Bilan		
(en milliers d'euros)	01/01/2023 31/12/2023	01/01/2022 31/12/2022
Dette financière nette (dette à long terme plus dette à court terme moins trésorerie)	-40 378	-14 246
Ratio de liquidité générale (actif circulant/passif circulant)	2.20	0.85
Ratio dette/fonds propres (total du passif/total des capitaux propres)	229	240
Ratio de couverture des intérêts (produits d'exploitation/charges d'intérêts).	N/A	N/A
Etat des flux de trésorerie		
(en milliers d'euros)	01/01/2023 31/12/2023	01/01/2022 31/12/2022
Flux de trésorerie nets provenant des activités d'exploitation	185	31 119
Flux de trésorerie nets provenant des activités de financement	0	0
Flux de trésorerie nets provenant des activités d'investissement	0	0
Réserves formulées dans le rapport d'audit		
Les rapports du contrôleur légal des comptes sur les états financiers annuels de l'Emetteur pour les périodes finissant le 31 décembre 2022 et le 31 décembre 2023 ne contiennent aucune réserve.		
Quels sont les risques spécifiques à l'Emetteur ?		
<p>Risque de crédit et de contrepartie : L'Emetteur est exposé aux risques de crédit et de contrepartie susceptibles d'avoir un effet défavorable significatif sur son activité, sa situation financière et ses résultats en cas de défaut du Garant.</p> <p>Risques opérationnels et risques connexes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Risques opérationnels : Les risques opérationnels résultent principalement de l'inadéquation ou de la défaillance des processus, des systèmes, ou des personnes en charge du traitement des opérations, ainsi que des risques associés à des événements externes. Ils pourraient avoir un impact négatif sur les résultats de l'Emetteur. - Risques de non-conformité et juridiques : Les risques de non-conformité relatifs au non-respect des dispositions réglementaires et légales en France, et les risques de réputation qui pourraient survenir du fait du non-respect de ses obligations réglementaires ou légales, ou des normes déontologiques pourraient avoir un impact défavorable sur les résultats et les perspectives d'activité de l'Emetteur. 		
Section C – Informations clés sur les Titres		
Quelles sont les principales caractéristiques des Titres ?		
Nature, catégorie et ISIN		
Les Titres sont des Titres Indexés sur Evénement de Crédit (Panier), d'un montant de EUR 200 000 000, émis le 17 juin 2024. Les Titres sont émis sous forme dématérialisée au porteur. Le Code d'Identification International des Titres (ISIN) est FR001400P9A7.		
Notations		
Sans objet - les Titres ne font pas fait l'objet d'une notation.		
Devise, dénomination, valeur nominale, nombre de Titres émis et maturité des Titres		
Les Titres seront libellés en Euro (€ ou EUR). Le montant nominal de l'émission des Titres sera de EUR 200 000 000. Les Titres auront une valeur nominale unitaire de EUR 100. 2 000 000 Titres seront émis. Les Titres viendront à échéance le 18 janvier 2030.		
Droits attachés aux Titres		
<p>Cas de défaut – Si un Cas de Défaut se produit, les Titres pourront ou devront être rendus exigibles de façon anticipée par le Représentant de la Masse, de sa propre initiative ou sur demande écrite d'un ou plusieurs Porteurs, représentant, individuellement ou collectivement, au moins vingt-cinq pour cent (25%) du montant nominal total des Titres en circulation. Les cas de défaut applicables aux Titres sont les suivants (les « Cas de Défaut ») :</p> <p>(1) <i>Défaut de paiement</i> : dans le cas où l'Emetteur ou le Garant, manquerait de payer un montant en principal ou un montant en intérêts dû en vertu des Titres, dans un délai de trente (30) jours calendaires suivant sa date d'exigibilité ; ou</p> <p>(2) <i>Violation d'autres Obligations</i> : dans le cas où l'Emetteur ou le Garant, manquerait d'exécuter ou de respecter l'une quelconque de ses autres obligations en vertu des Titres, et il ne serait pas remédié à ce manquement dans les quarante-cinq (45) jours calendaires suivant la réception par l'Emetteur et l'Agent Payeur d'une mise en demeure écrite à cet effet adressée par le Représentant de la Masse, précisant la nature de ce manquement et exigeant qu'il y soit remédié ; ou</p> <p>(3) <i>Insolvabilité</i> : (i) dans le cas où l'Emetteur ou le Garant proposerait un moratoire général sur ses dettes, (ii) l'Emetteur ou le Garant prendrait une mesure quelconque en vue de conclure un concordat avec ou au profit de ses créanciers en général, ou (iii) une décision serait prononcée ou une résolution effective adoptée en vue de la dissolution ou de la liquidation de l'Emetteur ou du Garant (autrement que pour les besoins ou dans le contexte d'une fusion, d'une restructuration ou d'un regroupement intervenant alors que l'Emetteur ou le Garant est in bonis); ou</p> <p>(4) <i>Garantie</i> : la Garantie cesse d'être pleinement en vigueur ou le Garant notifie que la Garantie cesse d'être pleinement en vigueur ou la Garantie devient nulle, résiliée ou résolue pour quelque raison que ce soit ou par l'effet d'une loi, d'un décret, d'une ordonnance ou d'un règlement dont la promulgation aurait comme résultat de soustraire les Titres à l'effet de la Garantie ou de mettre fin à la</p>		

Garantie ou de la modifier de telle sorte que cela porte préjudice, de manière substantielle, aux intérêts des Porteurs, ou encore le Garant est dans l'impossibilité de respecter les termes de la Garantie pour quelque raison que ce soit.

Fiscalité – Tous les paiements en principal et intérêts effectués sur les Titres par l'Emetteur ou le Garant seront opérés sans aucune retenue à la source ni prélèvement au titre de tous impôts, taxes, droits ou contributions de toute nature, imposés, prélevés ou collectés par tout pays ou l'une de ses autorités ayant le pouvoir de lever l'impôt, à moins que cette retenue à la source ou ce prélèvement ne soient prescrits par la loi applicable. Ni l'Emetteur ni le Garant ne sera tenu de faire un paiement majoré pour compenser une telle retenue à la source ou un tel prélèvement.

Représentation des Porteurs – Les porteurs de Titres (les « **Porteurs** ») seront automatiquement groupés pour la défense de leurs intérêts communs en une masse (la « **Masse** ») qui sera régie par les dispositions des articles L. 228-46 et suivants du Code de commerce. La Masse agira en partie par l'intermédiaire d'un représentant (le « **Représentant** ») et en partie par l'intermédiaire de décisions collectives des Porteurs (« les **Décisions Collectives** »). Les Décisions Collectives sont adoptées soit en assemblée générale, soit par consentement obtenu à l'issue d'une décision écrite. Le nom et l'adresse du Représentant sont UPTEVIA (439 430 976 RCS NANTERRE), Siège Social : Cœur Défense, Tour A 90-110 Esplanade du Général de Gaulle - 92931 Paris La Défense Cedex, représenté par M. Lionel BARTHELEMY, fonction : Directeur Général. Le nom et l'adresse du Représentant suppléant sont CACEIS BANK (692 024 722 RCS PARIS) 89-91, rue Gabriel Péri – 92120 Montrouge, représenté par Mme Carine ECHELARD, fonction : Managing Director. Le Représentant recevra une rémunération de EUR 500 par an.

Droit applicable - Droit français.

Titres Indexés sur Evénement de Crédit : Le montant de remboursement final et les intérêts dépendent de la survenance de certains Evénements de Crédit.

Intérêts : Taux Fixe sous réserve de la survenance d'un Evénement de Crédit sur une ou des Entités de Référence

Date de début des intérêts : à compter du 19 septembre 2024.

Taux d'Intérêt : 26,60 % par Montant de Calcul à la Date d'Echéance en l'absence de survenance d'un Evénement de Crédit

Montant du Coupon : 26,60 € par Montant de Calcul à la Date d'Echéance en l'absence de survenance d'un Evénement de Crédit Les intérêts seront payables à la Date d'Echéance sous réserve de la Convention de Jour Ouvré « suivant modifiée ».

Montant de Calcul = 100 €

Remboursement et paiement du Coupon – A moins qu'ils n'aient été préalablement remboursés par anticipation, rachetés ou annulés, les Titres seront remboursés le 18 janvier 2030 (« **Date d'Echéance** »). Le montant de remboursement final sera calculé comme suit :

- En l'absence de survenance d'un **Evénement de Crédit**, le **Montant de Calcul** majoré du **Montant du Coupon**
- En cas de **survenance d'un Evénement de Crédit sur une ou des Entités de Référence**, le **Montant de Calcul** majoré du **Montant du Coupon** défini ci-dessus multiplié par (100% -B%)
Où B% = la somme des **Pondérations des Entités de Référence**, qui ont subi un **Evénement de Crédit** entre la **Date Butoir Antérieure relative à l'Evénement de Crédit** et la **Dernière Date Prévues de Survenance d'un Evénement de Crédit**

Avec :

Pondérations des Entités de Référence : 5%

Date Butoir Antérieure relative à l'Evénement de Crédit : 23 septembre 2024

Dernière Date Prévues de Survenance d'un Evénement de Crédit : 20 décembre 2029

Entités de Référence :

Entité de Référence	ISIN Obligation de Référence	Entité de Référence	ISIN Obligation de Référence	Entité de Référence	ISIN Obligation de Référence	Entité de Référence	ISIN Obligation de Référence
Deutsche Bank AG*	DE000DL19TX8	CNH Industrial NV	US12594KAB89	British Telecommunications PLC	XS0097283096	LANXESS AG	XS1501367921
Societe Generale SA*	US83368TAF57	Holcim AG	XS2156244043	Enel SpA	XS0306646042	Valeo SE	FR0013139482
BANCO SANTANDER, S.A.*	XS1557268221	Electrolux AB	XS2475919663	Next PLC	XS1410414954	Volvo Car AB	XS2486825669
Commerzbank AG*	DE000CZ302M3	Heidelberg Materials AG	XS2577874782	ArcelorMittal SA	XS2082324018	Mundys SpA	XS2301390089
Unibail-Rodamco-Westfield SE	XS1376614118	Wendel SE	FR0013417128	Solvay SA	US232820AK60	Forvia SE	XS1963830002

La séniorité de la dette est 'Senior' pour toutes les Entités de Référence à l'exception de celles indiquées par * dans le tableau ci-dessus dont la séniorité de la dette est 'Senior Non Preferred'.

Evénement(s) de Crédit : Faillite, Défaut de Paiement, Restructuration (Mod R : Applicable, Mod Mod R : Applicable) et pour les Entités de Référence indiquées par * dans le tableau ci-dessus Intervention Gouvernementale.

Faillite ("Bankruptcy") signifie notamment la situation dans laquelle l'Entité de Référence est dissoute autrement que dans le cadre d'un regroupement d'une absorption ou d'une fusion ; devient insolvable, ou se déclare ainsi, ou manque de payer ses dettes à leur échéance ; procède à une cession générale, conclut un arrangement ou un compromis avec ses créanciers ou à leur profit, prend

l'initiative ou fait l'objet d'une procédure collective, cherche à obtenir ou fait l'objet d'une mesure de nomination d'un administrateur ou autre personne similaire, à son égard ou à l'égard de la majeure partie de ses biens, voit un créancier privilégié prendre possession de la totalité ou de la quasi-totalité de ses actifs, ou tout événement ayant des effets analogues en vertu des lois applicables.

Défaut de paiement ("*Failure to pay*") signifie, après l'expiration de tout délai de grâce prévu, le défaut par l'entité de Référence de payer, lorsque et où il est dû, tout paiement d'un montant total au moins égal 1.000.000 USD (ou son équivalent dans toute autre devise) en vertu d'une ou plusieurs obligations.

Restructuration ("*Restructuring*") signifie notamment au titre d'une ou plusieurs obligation(s) et s'agissant d'un montant total au moins égal à 10 000 000 USD ou son équivalent dans toute autre devise : toute réduction du taux d'intérêts ou des montants d'intérêts, du principal dû lors du ou des paiement(s) et remboursement(s), tout report d'une ou plusieurs dates de paiement d'intérêt, de remboursement du principal ou de la prime, tout changement de rang de priorité de paiement d'une obligation ou tout changement de la devise de tout paiement en principal, prime ou intérêts.

Intervention Gouvernementale ("*Governmental Intervention*") signifie notamment qu'au titre d'une ou plusieurs obligation(s) et s'agissant d'un montant total au moins égal 10 000 000 USD (ou son équivalent dans toute autre devise), un ou plusieurs des événements suivants se produisent en conséquence d'une mesure ou une annonce faite par une autorité gouvernementale, en vertu d'une réglementation de restructuration ou de résolution : une réduction du taux ou du montant des intérêts, du montant du principal ou de la prime payable lors du remboursement, un report d'une ou plusieurs dates (i) de paiement ou d'accumulation des intérêts, ou (ii) de paiement du principal ou de la prime, un changement du rang de priorité de paiement de toute obligation, une expropriation, un transfert ou tout autre événement qui modifie le propriétaire et/ou usufruitier effectif de l'obligation en vertu de dispositions impératives, une annulation, une conversion ou un échange obligatoire, ou tout événement analogue.

En cas de survenance d'un Evénement de Crédit, l'Emetteur informera les Porteurs, ou fera en sorte que l'Agent de Calcul en informe les Porteurs.

Remboursement Anticipé pour raisons fiscales : les Titres peuvent également être remboursés par anticipation pour des raisons fiscales au gré de l'Emetteur au Montant de Remboursement Anticipé conformément aux Modalités.

Rang de créance des Titres

Les Titres et, le cas échéant, les coupons d'intérêts relatifs aux Titres, constituent des engagements directs, inconditionnels, non assortis de sûretés et non subordonnés de l'Emetteur, et viennent au même rang (pari passu) entre eux et (sous réserve des exceptions prévues par la loi) au même rang que toutes les dettes et obligations de paiement non assorties de sûretés et non subordonnées de l'Emetteur, présentes ou futures.

Restrictions au libre transfert des Titres

Sous réserve de certaines restrictions relatives à l'offre, la vente et la livraison des Titres et sur la distribution de documents d'offre aux Etats-Unis, dans l'Espace Economique Européen, au Royaume-Uni, en France, à Monaco et en Suisse, il n'existe pas de restriction imposée à la libre négociabilité des Titres.

Où les Titres seront-ils négociés ?

Admission à la négociation

Les Titres seront admis à la négociation sur Euronext Paris.

Une garantie est-elle attachée aux valeurs mobilières ?

Nature et portée de la garantie

Montant garanti

Le Garant s'engage à payer aux Porteurs toute somme en principal et intérêts due au titre des Titres, en cas de non versement par l'Emetteur, pour quelque raison que ce soit, de ladite somme à sa date d'exigibilité.

Type de garantie

Garantie à première demande inconditionnelle, autonome et irrévocable du Garant au sens de l'article 2321 du Code civil. Les obligations du Garant au titre de la garantie sont non subordonnées, non assorties de sûretés et chirographaires entrant dans le rang défini à l'article L. 613-30-3-I-3° du Code monétaire et financier et viendront au même rang entre elles et, sous réserve des exceptions impératives du droit français, au même rang que tous les autres engagements chirographaires, entrant dans le rang défini à l'article L. 613-30-3-I-3° du Code monétaire et financier, présents et futurs, du Garant.

Description du Garant

Le siège social du Crédit Agricole S.A. se situe 12, place des Etats-Unis, 92127 Montrouge Cedex, France. Crédit Agricole S.A. est une société anonyme de droit français à conseil d'administration, au capital de EUR 9 077 707 050, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Nanterre sous le numéro 784 608 416. Le Garant est un établissement de crédit soumis aux dispositions législatives et réglementaires applicables en la matière ainsi que par ses statuts. L'IEJ du Garant est 969500TJ5KRTCJQWXH05.

Informations financières clés pertinentes du Garant

	<i>(i) Compte de résultat</i>			
Groupe Crédit Agricole (données consolidées, en millions d'euros)	01/01/2022 31/12/2022	01/01/2023 31/12/2023	01/01/2023 31/03/2023	01/01/2024 31/03/2024
Produits d'intérêts et produits assimilés	37 794	63 255	n/a	n/a
Produits de commissions	15 723	16 025	n/a	n/a
Dépréciation d'actifs financiers, nette	20 664	21 459	n/a	n/a
Revenu net des portefeuilles de transaction	-4 244	3 668	n/a	n/a
Coefficient d'exploitation hors FRU (en %)	58,3	58,8	59,2	58,7
Résultat net (part du groupe)	7 997	8 258	1 669	2 384
Crédit Agricole S.A. (données consolidées, en millions d'euros)	01/01/2022 31/12/2022	01/01/2023 31/12/2023	01/01/2023 31/03/2023	01/01/2024 31/03/2024
Produits d'intérêts et produits assimilés	30 013	59 120	n/a	n/a
Produits de commissions	13 127	13 202	n/a	n/a
Dépréciation d'actifs financiers, nette	10 076	10 276	n/a	n/a
Revenu net des portefeuilles de transaction	-4 376	3 651	n/a	n/a
Coefficient d'exploitation hors FRU (en %)	56,1	54,1	54,4	53,9
Résultat net (part du groupe)	5 306	6 348	1 226	1 903
	<i>(ii) Bilan</i>			
Groupe Crédit Agricole (données consolidées, en milliards d'euros)	31/12/2022	31/12/2023	31/03/2024	Exigences
Total de l'actif	2 350,9	2 467,1	2 492,2	n/a
Dettes de premier rang	221,9	260,2	283,3	n/a
Dettes subordonnées	23,2	25,2	26,5	n/a
Prêts et créances à recevoir de clients	1 114,4	1 155,9	1 159,1	n/a
Dépôts des clients	1 093,5	1 121,9	1 125,9	n/a
Total des capitaux propres	135,6	142,3	143,9	n/a
Bâle 3 Ratio <i>Common Equity Tier 1</i> (en %)	17,6	17,5	17,5	9,7
Bâle 3 Ratio <i>Tier 1</i> phasé (en %)	18,6	18,5	18,7	11,6
Bâle 3 Ratio global phasé (en %)	21,6	21,1	21,4	14
Ratio de levier phasé (en %)	5,3	5,5	5,5	3,5
Crédit Agricole S.A. (données consolidées, en milliards d'euros)	31/12/2022	31/12/2023	31/03/2024	Exigences
Total de l'actif	2 138	2 189,4	2 211,6	n/a
Dettes de premier rang	214,7	253,2	276,2	n/a
Dettes subordonnées	23,4	25,3	26,7	n/a
Prêts et créances à recevoir de clients	488,6	516,3	522,6	n/a
Dépôts des clients	826	835,0	836,3	n/a
Total des capitaux propres	75,5	79,9	81,5	n/a
Bâle 3 Ratio <i>Common Equity Tier 1</i> (en %)	11,2	11,8	11,8	8,6
Bâle 3 Ratio <i>Tier 1</i> phasé (en %)	13,0	13,2	13,6	10,4
Bâle 3 Ratio global phasé (en %)	17,5	17,2	17,8	12,8
Ratio de levier phasé (en %)	3,6	3,8	3,9	3,0

Principaux facteurs de risque liés au Garant

Les risques de crédit et de contrepartie :

- Le Groupe Crédit Agricole est exposé au risque de crédit de ses contreparties ;
- Toute augmentation substantielle des provisions pour pertes sur prêts ou toute évolution significative du risque de pertes estimées par le Groupe Crédit Agricole liées à son portefeuille de prêts et de créances pourrait peser sur ses résultats et sa situation financière ;
- Une détérioration de la qualité de crédit des entreprises industrielles et commerciales pourrait avoir une incidence défavorable sur les résultats du Groupe Crédit Agricole ;
- Le Groupe Crédit Agricole pourrait être impacté de manière défavorable par des événements affectant les secteurs auxquels il est fortement exposé ;
- La solidité et le comportement des autres institutions financières et acteurs du marché pourraient avoir un impact défavorable sur le Groupe Crédit Agricole ;

- Le Groupe Crédit Agricole est exposé au risque-pays et au risque de contrepartie concentré dans les pays où il exerce ses activités ; et
- Le Groupe Crédit Agricole est soumis à un risque de contrepartie dans la conduite de ses activités de marché.

Les risques financiers :

- Le resserrement de la politique monétaire devrait être arrivé à son terme mais continue d'impacter la rentabilité et la situation financière du Groupe Crédit Agricole;
- Toute évolution défavorable de la courbe des taux pèse ou est susceptible de peser sur les revenus consolidés ou la rentabilité du Groupe Crédit Agricole ;
- Les revenus tirés par le Groupe Crédit Agricole de ses activités d'assurance, de gestion d'actifs, d'asset *servicing*, de courtage et autres pourraient être impactés par une dégradation des conditions de marché ;
- Des ajustements apportés à la valeur comptable des portefeuilles de titres et d'instruments dérivés du Groupe Crédit Agricole, ainsi que de la dette du Groupe Crédit Agricole, pourraient impacter son résultat net et ses capitaux propres ;
- L'évolution des prix, la volatilité ainsi que de nombreux paramètres exposent le Groupe Crédit Agricole à des risques de marché;
- Le Groupe Crédit Agricole peut subir des pertes liées à la détention de titres de capital ;
- Le Groupe Crédit Agricole doit assurer une gestion actif-passif adéquate afin de maîtriser le risque de perte, néanmoins des replis prolongés du marché pourraient réduire la liquidité, rendant plus difficile la cession d'actifs et pouvant engendrer des pertes significatives ; et
- Les stratégies de couverture mises en place par le Groupe Crédit Agricole pourraient ne pas écarter tout risque de pertes.

Les risques opérationnels et risques connexes :

- Le Groupe Crédit Agricole est exposé au risque de fraude ;
- Le Groupe Crédit Agricole est exposé aux risques liés à la sécurité et à la fiabilité de ses systèmes informatiques et de ceux des tiers ;
- Les politiques, procédures et méthodes de gestion des risques mises en œuvre par le Groupe Crédit Agricole pourraient s'avérer inopérantes ou ne pas suffire à garantir une diminution effective de son exposition à des risques non identifiés ou non anticipés, susceptibles d'engendrer des pertes significatives ;
- Tout préjudice porté à la réputation du Groupe Crédit Agricole pourrait avoir un impact défavorable sur son activité ;
- Le Groupe Crédit Agricole est exposé au risque de payer des dommages-intérêts ou des amendes élevés résultant de procédures judiciaires, arbitrales ou administratives qui pourraient être engagées à son encontre ; et
- La dimension internationale des activités du Groupe Crédit Agricole l'expose à des risques juridiques et de conformité.

Les risques liés à l'environnement dans lequel le Groupe Crédit Agricole évolue :

- La persistance ou un rebond de l'inflation et en conséquence un niveau durablement élevé des taux d'intérêt pourraient affecter défavorablement l'activité, les opérations et les performances financières du Groupe Crédit Agricole ;
- Des conditions économiques et financières défavorables ont eu par le passé, et pourraient avoir à l'avenir, un impact sur le Groupe Crédit Agricole et les marchés sur lesquels il opère ; et
- Le Groupe Crédit Agricole intervient dans un environnement très réglementé et les évolutions législatives et réglementaires en cours pourraient impacter de manière importante sa rentabilité ainsi que sa situation financière.

Les risques liés à la stratégie et aux opérations du Groupe Crédit Agricole :

- Crédit Agricole S.A. pourrait ne pas être en mesure d'atteindre les objectifs fixés dans son Plan moyen terme 2025;
- Les activités d'assurance pourraient être défavorablement impactées en cas de décorrélation entre la sinistralité et les hypothèses utilisées pour déterminer les tarifs des produits d'assurance et les provisions techniques, ainsi qu'en cas de forte évolution des taux ;
- Des événements défavorables pourraient affecter simultanément plusieurs activités du Groupe Crédit Agricole;
- Le Groupe Crédit Agricole est exposé aux risques environnementaux, sociaux et de gouvernance ;
- Le Groupe Crédit Agricole, ainsi que sa filiale de Banque de financement et d'investissement, doivent maintenir des notations de crédit élevées, au risque de voir leurs activités et leur rentabilité défavorablement affectées ; et
- Le Groupe Crédit Agricole est confronté à une forte concurrence.

Les risques liés à la structure du Groupe Crédit Agricole :

- Si l'un des membres du Réseau rencontrait des difficultés financières, Crédit Agricole S.A. serait tenue de mobiliser les ressources du Réseau (en ce compris ses propres ressources) au soutien de l'entité concernée ; et
- L'avantage pratique de la Garantie de 1988 émise par les Caisses régionales peut être limité par la mise en œuvre du régime de résolution qui s'appliquerait avant la liquidation.

Quels sont les principaux risques spécifiques aux Titres?

Principaux facteurs de risque spécifiques aux Titres

Il existe des facteurs de risques qui sont significatifs pour l'évaluation des risques liés aux Titres, notamment les suivants :

Risques liés au marché des Titres :

- La valeur de marché des Titres peut être affectée négativement par de nombreux événements qui pourraient entraîner une perte d'investissement pour les Porteurs.
- La négociation des Titres sur un marché secondaire peut être limitée et les Porteurs pourraient ne pas être en mesure de disposer facilement de leurs Titres ou de les céder à un prix offrant un rendement comparable à celui des produits similaires sur lesquels un marché actif se serait développé.

Risques en qualité de créancier de l'Emetteur :

- Une procédure de résolution engagée au niveau du Groupe Crédit Agricole ou de toute entité du Groupe Crédit Agricole, de l'Emetteur ou du Garant pourrait entraîner une baisse plus rapide de la valeur de marché des Titres.
- Un investissement dans les Titres expose les Porteurs au crédit de l'Emetteur pouvant ne pas être couvert au titre de la Garantie. A l'exception de la Garantie, les Porteurs ne bénéficient d'aucune protection ou garantie du capital investi dans le cadre de leur investissement dans les Titres.
- Droit français des procédures collectives. L'ouverture d'une procédure d'insolvabilité contre l'Emetteur ou le Garant pourrait avoir un impact négatif important sur la valeur de marché des Titres. Toute décision prise par une classe de parties affectées pourrait impacter significativement les Porteurs et même engendrer la perte de tout ou partie de leur investissement s'ils n'étaient pas en mesure de récupérer les montants qui leur sont dus par l'Emetteur ou le Garant.
- Risque relatif à la modification des Modalités des Titres. Les Porteurs de Titres peuvent, par le biais de décisions collectives, délibérer sur toute proposition tendant à la modification des Modalités des Titres. Si une décision est adoptée par une majorité de Porteurs et que ces modifications devaient porter atteinte ou limiter les droits des Porteurs, cela pourrait avoir un effet négatif sur la valeur de marché des Titres et pourrait ainsi résulter pour les Porteurs en une perte d'une partie de leur investissement dans les Titres.
- Absence de clause de brutage (*gross-up*). L'Emetteur et le Garant ne sont pas tenus d'effectuer de paiement majoré pour compenser toute retenue à la source ou tout prélèvement au titre d'un impôt relatif aux Titres. En conséquence, les Porteurs pourraient perdre une partie de leur investissement dans les Titres.

Risques liés à la structure d'une émission particulière de Titres :**Risques liés au remboursement anticipé des Titres :**

Les Titres peuvent être remboursés avant leur échéance par l'Emetteur. En conséquence, le rendement au moment du remboursement peut être plus faible qu'attendu, et la valeur du montant remboursé des Titres peut être inférieure au prix d'achat des Titres par le Porteur. Les Titres peuvent être remboursés avant leur échéance en Cas de Défaut de l'Emetteur. Les Cas de Défaut ne peuvent être déclenchés que par le Représentant de la Masse, de sa propre initiative ou sur demande écrite d'un ou plusieurs Porteurs représentant, individuellement ou collectivement, au moins vingt-cinq pour cent (25%) du montant nominal total des Titres en circulation. En conséquence, il est possible que, malgré la survenance d'un Cas de Défaut, les Porteurs ne puissent pas obtenir un remboursement anticipé de leurs Titres ; ce qui pourrait alors avoir un impact négatif sur la valeur des Titres et entraîner des pertes pour les Porteurs y compris en cas de cession.

Risques liés aux titres indexés :

Certains facteurs peuvent affecter la valeur et le prix de négociation des Titres : évaluation du Sous-Jacent, volatilité du Sous-Jacent, dividendes et autres distributions, taux d'intérêt, durée résiduelle. En conséquence de l'ensemble de ces facteurs, tout Porteur qui vend les Titres avant la Date d'Echéance indiquée, peut recevoir un montant sur le marché secondaire qui peut donc être significativement inférieur à la valeur de marché intrinsèque des Titres et qui peut aussi être inférieur au montant que le Porteur aurait reçu si le Porteur avait conservé les Titres jusqu'à la Date d'Echéance.

Risque de perte en capital pour les Titres dont l'indexation du coupon et/ou le montant de remboursement est déterminé en fonction d'une formule de calcul et/ou indexé sur un ou plusieurs actif(s) sous-jacent. En cas d'évolution défavorable du cours, de la valeur ou du niveau du ou des Sous-Jacents, ou de survenance ou d'absence de survenance d'un événement affectant un ou plusieurs Sous-Jacent(s), accentuée, le cas échéant, par les termes de la formule ou des modalités d'indexation précitées, les Porteurs pourraient voir les montants d'intérêts et de remboursement impactés négativement de manière significative et perdre tout ou partie du capital initialement investi.

Les Porteurs de Titres Indexés sur Evénement de Crédit (« CLNs ») sont exposés au risque de crédit des Entités de Référence ce qui peut donner lieu au remboursement des Titres à un montant en principal réduit ou à zéro et, (le cas échéant) à la réduction du montant sur lequel l'intérêt est calculé. Les versements effectués au titre des CLNs peuvent être différés ou suspendus ce qui pourrait avoir un effet négatif important sur la valeur de marché des Titres concernés. Les droits associés au Comité de décision sur les dérivés de crédit pourraient affecter directement ou indirectement le remboursement ou le paiement des intérêts au titre des CLNs et ainsi entraîner des pertes pour les Porteurs. Les déterminations mais aussi les retards, différés ou tolérances de ces déterminations, ainsi que les modifications des modalités des CLNs par l'Agent de Calcul, le cas échéant, pourraient s'avérer préjudiciable aux intérêts des Porteurs.

Section D - Informations clés sur l'offre des Titres et l'admission à la négociation sur un marché réglementé***Est-ce que les Titres Financiers sont offerts au public dans le cadre d'une Offre Non-Exemptée ?***

Les Titres sont offerts au public dans le cadre d'une Offre Non-Exemptée en France (le « **Pays de l'Offre** »).

Consentement : Sous réserve des conditions énoncées ci-dessous, l'Emetteur consent à l'utilisation du Prospectus de Base dans le cadre d'une Offre Non-Exemptée des Titres durant la Période d'Offre par Amundi Finance (« l'Agent Placeur »), (421 304 601 RCS PARIS, IEJ 9695004W30Q4EEGQ1Y09), 91-93 boulevard Pasteur, 75015 Paris et les 39 Caisses Régionales du Crédit agricoles dont les noms sont publiés sur le site internet de <https://www.credit-agricole.com/marques-et-metiers/toutes-nos-marques/credit-agricole/annuaire-des-caisses-regionales-du-credit-agricole> et identifiés comme Offrants Autorisés pour l'Offre Non-exemptée concernée ensemble, les « **Offrants Autorisés** ».

Période d'offre : Le consentement de l'Emetteur mentionné ci-dessus est donné pour les Offres Non-Exemptées des Titres Financiers pour une période allant du 18 juin 2024 au 9 septembre 2024 inclus (la « **Période d'Offre** »), sous réserve de clôture anticipée ou retrait au gré de l'Emetteur.

Conditions du consentement : les conditions du consentement de l'Emetteur sont telles que ce consentement n'est valable que pendant la Période d'Offre. Ce consentement ne s'applique que pour l'usage du Prospectus de Base dans le cadre d'une Offre Non-exemptée des Titres en France.

Un investisseur qui souhaite acquérir ou qui acquiert des Titres d'une Offre Non-Exemptée auprès d'un Offrant Autorisé pourra le faire, et les offres et ventes des Titres à un investisseur par un Offrant Autorisé seront effectuées conformément aux modalités et autres accords conclus entre cet Offrant Autorisé et cet investisseur y compris, s'agissant du prix, de l'allocation, des accords de règlement et de toutes dépenses ou taxes facturées à l'investisseur (les « Modalités de l'Offre Non-Exemptée »). Ni l'Emetteur ni le Garant ne seront partie à ces accords avec les investisseurs (autres que l'Agent Placeur) en ce qui concerne l'Offre Non-Exemptée ou la vente des Titres et, en conséquence, le Prospectus de Base et les Conditions Définitives ne contiennent pas ces informations. Les Modalités de l'Offre Non-Exemptée seront fournies aux investisseurs par ledit Offrant Autorisé pendant la période concernée. Ni l'Emetteur, ni le Garant, ni l'Agent Placeur ou d'autres Offrants Autorisés ne sauraient être tenus responsables de cette information ni de son utilisation par les investisseurs concernés.

À quelles conditions et selon quel calendrier puis-je investir dans ces Titres ?

Conditions générales, calendrier prévisionnel de l'offre et détails de l'admission à la négociation

Les Titres sont offerts au public dans le cadre d'une Offre Non-Exemptée. Le Pays de l'Offre et la Période d'Offre sont précisés dans la rubrique ci-dessus.

Prix d'Offre : Les Titres seront offerts au public sur le marché secondaire au Prix d'Offre de :

En assurance vie : EUR 99,30 € du 18 juin 2024 au 21 juin 2024 inclus, pour tout paiement effectué durant cette période ; EUR 99,58 du 22 juin 2024 au 23 juillet 2024 inclus, pour tout paiement effectué durant cette période ; EUR 99,86 du 24 juillet 2024 au 23 août 2024 inclus, pour tout paiement effectué durant cette période et EUR 100 du 24 août 2024 au 9 septembre 2024 inclus pour tout paiement effectué du 24 août 2024 au 19 septembre 2024 inclus.

En compte-titres : EUR 100 du 18 juin 2024 au 9 septembre 2024 inclus avec un paiement contre livraison des titres le 19 septembre 2024.

Conditions auxquelles est soumise l'offre : L'Emetteur se réserve le droit de retirer l'offre des Titres à tout moment avant la Date de Clôture de l'Offre. Ainsi, si une application a été soumise par un investisseur potentiel et l'Emetteur exerce le droit précité, l'investisseur ne sera pas réputé avoir souscrit des Titres, l'ordre de souscription sera automatiquement annulé et le montant de souscription sera restitué à l'investisseur en cas de souscription directe des Titres ou aux compagnies d'assurances en cas de souscription sous forme d'unité de compte au sein de contrats d'assurance-vie. Si l'Emetteur exerce ce droit, un communiqué sera publié sur le site Internet de l'Emetteur (www.amundi-finance-emissions.com).

Description du processus d'admission : Une demande sera déposée par l'Agent Placeur pour l'inscription des Titres à la cote officielle et l'admission à la négociation sur Euronext Paris. Détails du montant minimum et/ou maximum de l'admission : non applicable.

Manière dont et date à laquelle les résultats de l'offre doivent être rendus publics : non applicable Une demande devrait être effectuée afin que les Titres soient admis à la négociation sur Euronext Paris le 23 septembre 2024 avec une liquidité quotidienne dans les conditions normales de marché et ce jusqu'au 5ème Jour Ouvré précédant la Date d'Echéance du Titre.

Estimation des dépenses totales, y compris une estimation des dépenses facturées à l'investisseur par l'Emetteur ou l'offrant

Estimation des dépenses totales : Les dépenses estimées à la charge de l'investisseur s'élèvent à 1,00% par an maximum du Montant Nominal Total.

Qui est l'offreur et/ou la personne qui sollicite l'admission à la négociation ?

Les offrants, sont les 39 Caisses Régionales du Crédit Agricole, domiciliées en France, et l'Agent Placeur. Ce dernier sollicite l'admission à la négociation des Titres.

Pourquoi ce Prospectus est-il établi ?

Utilisation et montant net estimé du produit d'émission

Le produit net de l'émission de Titres sera utilisé par l'Emetteur pour les besoins du financement de son activité en général et la couverture de ses obligations en vertu des Titres. Estimation du produit net : EUR 200 000 000.

Convention de prise ferme avec engagement ferme

L'offre fera l'objet d'un contrat de prise ferme conclu entre l'Emetteur et l'Agent Placeur, dont la signature devrait intervenir à la Date d'Emission. L'intégralité des Titres sera souscrite par l'Agent Placeur à la Date d'Emission.

Principaux conflits d'intérêts liés à l'offre ou à l'admission à la négociation

L'Emetteur, le Garant, l'Agent de Calcul (Amundi Finance), ainsi que les Offrants Autorisés et les compagnies d'assurance-vie Crédit Agricole Assurances (en cas de souscription sous forme d'unité de compte au sein de contrats d'assurance-vie auprès des Offrants Autorisés) font partie du même groupe. Cette situation est susceptible d'engendrer des conflits d'intérêts. Exception faite des commissions versées aux Offrants Autorisés, aucune personne participant à l'offre des Titres ne détient, à la connaissance de l'Emetteur, un intérêt significatif dans l'offre. L'Agent Placeur, les Offrants Autorisés et leurs affiliés ont conclu et peuvent conclure à l'avenir des opérations de financement et des opérations commerciales, et pourront fournir d'autres services à l'Emetteur, au Garant et ses affiliés dans le cours normal des affaires.